

RadioMorphoses

Revue d'études radiophoniques et sonores

5-6 | 2021

La radio au service de ses publics

Contributions scientifiques

Servir l'intérêt public ou l'orthodoxie économique ? Analyse comparative de la couverture médiatique des communications de la Banque du Canada

SAMUEL LAMOUREUX

<https://doi.org/10.4000/radiomorphoses.1599>

Résumés

Français English Español

Cet article présente les résultats d'une analyse de contenu s'attardant à tous les articles portant sur les communications de la Banque du Canada publié en 2018 par trois médias québécois : *La Presse*, *Radio-Canada* et le magazine *Les Affaires*. Il en ressort que les journalistes économiques québécois, autant radiophoniques que de la presse écrite, ont diffusé et légitimé l'économie néoclassique parce qu'ils relaient le fait que l'inflation est un phénomène strictement monétaire, que les individus sont hyperrationnels, qu'une crise économique vient de chocs externes, que le libre-échange est absolument nécessaire et que l'endettement est un outil pour mieux répartir ses dépenses. Par le fait même, ceux-ci ne remplissent pas les valeurs d'équilibre et d'impartialité journalistique ; ils ne servent donc pas l'intérêt public.

This article presents the results of a content analysis focusing on all articles on Bank of Canada communications published in 2018 by three Quebec media: *La Presse*, *Radio-Canada* and *Les Affaires*. It shows that Quebec business journalists, both radio and print, have spreaded and legitimized the neoclassical economy because they relay the fact that inflation is a monetary phenomenon, that individuals are hyper-rational, that an economic crisis comes from external shock, that free trade is absolutely necessary and that debt is a tool to better allocate expenses. In so



doing, they do not fulfill the values of balance and journalistic impartiality; they do not serve the public interest.

Este artículo presenta los resultados de un análisis de contenido que se refiere a todos los artículos relativos a las comunicaciones del Banco del Canadá publicados en 2018 por tres medios de comunicación de Quebec: *La Presse*, *Radio-Canada* y la revista *Les Affaires*. Resulta que los periodistas económicos de Quebec, tanto radiales como impresos, han difundido y legitimado la economía neoclásica porque transmiten el hecho de que la inflación es un fenómeno estrictamente monetario, que las personas son hiperracionales, que una crisis económica proviene de conmociones externas, que el libre comercio es absolutamente necesario y que el endeudamiento es una herramienta para repartir mejor sus gastos. De hecho, estos medios no cumplen los valores de equilibrio e imparcialidad periodística; por lo tanto, no sirven al interés público.

Entrées d'index

Mots-clés : intérêt public, journalisme économique, économie néoclassique, framing, banque du Canada, Québec

Keywords: public interest, economic journalism, neoclassical economics, framing, Bank of Canada, Quebec

Palabras claves: interés público, periodismo económico, economía neoclásica, Framing, Banco de Canadá, Quebec

Texte intégral

- 1 Historiquement, le journalisme économique est un sujet sous-étudié comparativement à d'autres spécialisations médiatiques comme le journalisme politique, culturel ou militaire (Broustau et Francœur, 2017). Les recherches sur l'économie du journalisme sont beaucoup plus fréquentes au XX^e siècle que celles sur le journalisme économique (Parsons, 1989). La crise économique de 2007-2008 et la couverture médiatique de ces événements jugée déficiente par plusieurs commentateurs (Schiffirin, 2011) provoquent cependant une renaissance ou même une naissance tout court de la littérature sur le sujet (Knowles *et al.*, 2017 ; Butterick, 2015 ; Tambini, 2010). Les chercheurs anglo-saxons gravitant autour de la sociologie du journalisme identifient à partir de ce moment de multiples problèmes dans le travail des journalistes économiques : la réalité est présentée en faveur de l'élite économique et politique, les institutions dominantes sont réifiées, les reporters économiques sont confinés au rôle de « *cheerleaders* » de l'économie quand une bulle grandit, ou de « *doom-mongers* » quand celle-ci éclate¹, les sources citées sont de moins en moins diversifiées et se réduisent autour du même cercle de spécialistes travaillant à l'intérieur du secteur financier (Knowles, 2013 ; Schifferes et Robert, 2015). Surtout, les nouvelles économiques cadrent (*framing*) le débat en faveur des postulats orthodoxes et néolibéraux de l'économie aux dépens d'approches critiques et hétérodoxes (Shaw, 2016). Le cadrage médiatique étant défini comme le fait de « construire une certaine réalité en fixant des contours reconnaissables à l'enjeu, au débat » (Broustau, 2018 : 22).
- 2 Si le journalisme économique est peu étudié, les différences entre les types de journalismes économiques (papier, télévision, radio, numérique) le sont encore moins. La presque totalité des études sur le sujet s'attarde aux grands journaux américains (*New York Times*, *Washington Post*, *The Wall Street Journal*, etc.) ou encore aux agences de presse (surtout *Reuters* et *Bloomberg*) (Lee, 2014 : 718). Les chaînes de télévision (surtout américaines) sont rarement étudiées, tandis que le seul radiodiffuseur analysé est la *BBC* (Lee, 2014 ; Schifferes et Coulter, 2013). En ce sens, des recherches sur des médias non écrits ou encore des recherches comparatives entre des médias écrits et non écrits, et surtout sur des médias non américains constituent le principal manque à combler concernant ce sujet (Lee, 2014 : 726). L'étude présentée ici vise donc à décloisonner les

recherches sur le journalisme en sortant de l'analyse d'un seul type de média en croisant plusieurs, et ce dans le contexte spécifiquement québécois et avec une vision critique.

- 3 En effet, nous proposons dans ce texte d'analyser comment les journalistes économiques québécois diffusent et légitiment une certaine vision de l'économie (néoclassique) mise de l'avant par les institutions dominantes en analysant la couverture médiatique des communications de la Banque du Canada, l'institution financière la plus importante et influente du pays (Scialom, 2013). Considérant les angles morts de la littérature existante, nous avons opté pour une étude comparative de trois médias québécois (*Radio-Canada*, *La Presse* et *Les Affaires*) œuvrant sur des supports différents dans le but de comparer la couverture venant de journalistes autant radiophoniques que de la presse écrite. Notre étude, basée sur une analyse de contenu qualitative de 104 articles en ligne, répond aux questions suivantes : comment les postulats économiques sont-ils formulés et véhiculés dans le traitement journalistique des communications de la Banque du Canada ? Quels postulats économiques sont mis en avant et/ou invisibilisés dans les articles traitant des communications de la Banque du Canada ? Et pour terminer comment le traitement journalistique de ces postulats varie-t-il selon le type de diffusion (radiodiffusion, presse écrite) ?
- 4 En analysant le travail des journalistes économiques québécois, nous interrogerons également leur rôle et surtout leur mission à l'égard de l'intérêt public. L'objectif étant est de vérifier si les reporters économiques remplissent réellement leur mission d'intérêt public dans une partie très précise de leur travail : le traitement médiatique des communications de la Banque du Canada. Nous commencerons par définir cette dite mission des reporters économiques, ainsi que la théorie de l'économie néoclassique, puis nous présenterons les résultats de notre analyse de contenu et les commenterons.

Intérêt public ou orthodoxie économique ?

- 5 Le chercheur et ancien journaliste Ibrahim Seaga Shaw résume les responsabilités du journalisme économique de cette façon : éduquer et informer le public, offrir des points de vue divers et alternatifs et demander au pouvoir et aux institutions dominantes de rendre des comptes (Shaw, 2016 : 14). Si la dernière caractéristique plus combative ne fait pas l'unanimité, la plupart des manuels de journalisme expliquent que le rôle du journaliste est de choisir des nouvelles qu'il considère d'intérêt public et d'offrir des points de vue diversifiés (Starkman, 2012). Ces responsabilités sont particulièrement importantes pour les médias publics qui sont créateurs de représentations collectives et de culture commune pour une nation (Francœur, 2011).
- 6 Dans ses « normes et pratiques journalistiques », *Radio-Canada*, le radiodiffuseur public national du Canada, définit dès la première page ce qu'il entend par « servir l'intérêt public ». On peut y lire : « notre mission est d'informer, de révéler, de contribuer à la compréhension d'enjeux d'intérêt public et d'encourager la participation des Canadiens à notre société libre et démocratique² ». Pour arriver à cet objectif, la société d'État se dote de cinq valeurs fondamentales : l'exactitude (rechercher la vérité), l'équité (traiter les personnes et les organismes avec ouverture et respect), l'équilibre (des contenus qui offrent un large éventail de sujets et de points de vue), l'impartialité (ne pas défendre un point de vue particulier dans les questions qui font l'objet d'un débat) et l'intégrité (pas de conflit d'intérêts).
- 7 Inspirée par la récente littérature sur le cadrage médiatique de l'économie (Shaw, 2016, Broustau, 2018), mais aussi plus largement de la sociologie économique (Lebaron, 2013 ;

Fourcade, 2006), notre hypothèse est que les journalistes économiques québécois, peu importe le type de diffusion, diffusent et légitiment les postulats de l'économie néoclassique dans leur traitement médiatique des communications de la Banque du Canada. Par le fait même, ceux-ci invisibilisent les postulats critiques et hétérodoxes de l'économie, ils ne remplissent donc pas les valeurs d'équilibre et d'impartialité journalistique et ne servent pas réellement l'intérêt public. Servir l'intérêt public dans ce cas consisterait à contribuer au débat public en offrant des points de vue divers et alternatifs sur les questions économiques.

- 8 Qu'est-ce que l'économie néoclassique ? Il s'agit de la théorie dominante et orthodoxe en économie : elle est enseignée dans les écoles de commerce et les universités et mise de l'avant par les institutions bancaires. Elle explique « les phénomènes économiques et sociaux à partir des choix des individus qui composent la société » (Bénicourt et Guerrien, 2008 : 5). Selon l'économiste Gary Becker, l'économie néoclassique est une méthode d'analyse qui suppose que les individus agissent toujours de manière à maximiser leur propre satisfaction (Becker, 1993).
- 9 Nous avons résumé les postulats de cette théorie sous la forme de cinq indicateurs : l'inflation, la rationalité des individus, les crises économiques, le libre-échange et l'endettement. Nous avons formulé ces indicateurs en faisant une revue de la littérature de la théorie économique néoclassique et nous les avons testés par une pré-analyse de vingt articles de notre corpus.
- 10 Pour l'économie néoclassique, l'inflation est un phénomène strictement monétaire et la monnaie est exogène et non endogène³, une crise économique vient de choc externe au système, les agents économiques sont rationnels et même dotés d'anticipations rationnelles, le libre-échange doit être développé sans limites et sans entrave et l'endettement est un outil qui permet de mieux répartir ses dépenses. Les approches critiques ou hétérodoxes de l'économie considèrent au contraire que l'inflation peut avoir des causes sociales et politiques et que la monnaie est endogène, que les crises économiques sont endémiques au système ou proviennent d'un changement dans les conditions générales de production, que les agents économiques ne sont pas rationnels et sujets à de nombreux biais, que le libre-échange mène à la formation de corporation monopolistique ou oligopolistique (et donc doit être limité ou régulé) et que l'endettement est le moteur de l'économie et donc une obligation. Pour nous, les approches hétérodoxes de l'économie sont l'économie postkeynésienne, marxiste, institutionnaliste, comportementale, des conventions et l'école de la régulation (Orléan, 2011 ; Lavoie, 2004 ; Jappe, 2011).

Méthodologie

- 11 Pour vérifier notre hypothèse, nous avons opté pour une analyse de contenu qualitative de 104 articles en ligne portant sur les communications de la Banque du Canada écrit entre décembre 2017 et décembre 2018 par trois médias québécois : *Radio-Canada*, *La Presse* et *Les Affaires*.
- 12 La Société *Radio-Canada* est le radiodiffuseur public national du Canada. Créée en 1936, elle est le service de diffusion le plus ancien du pays et a pour tâche, entre autres, de refléter la globalité canadienne et de contribuer à la création de l'identité nationale. Historiquement présent à la radio et la télévision, *Radio-Canada* a pleinement assumé la transition numérique et la convergence des contenus vers le web depuis une dizaine d'années (Francœur, 2011).
- 13 Le journal *La Presse* fut fondé en 1884. Ce média est généraliste, mais promeut une ligne éditoriale historiquement libérale et fédéraliste (contre l'indépendance du Québec). Depuis le 8 mai 2018, *La Presse* est devenue un organisme sans but lucratif. Avant-

gardiste en termes de transition numérique, le journal a lancé *La Presse +*, son édition numérique, dès 2013 et a abandonné le papier fin 2017. Fondé en 1928, et possédé par la multinationale TC Média depuis 1979, *Les Affaires* est un journal bimensuel économique. Sa mission est d'abord de stimuler l'entrepreneuriat des Canadiens français. Son public cible est la communauté d'affaires québécoise, la publication poussant des réflexions concernant les stratégies d'entreprise, l'entrepreneuriat ou les finances personnelles.

14 Quant à l'audience de ces médias, la première chaîne radiophonique de *Radio-Canada* attire environ 900 000 personnes par semaine pour une part de marché de 14 %. *La Presse* mène aujourd'hui le peloton des quotidiens québécois en attirant 1 910 000 lecteurs par semaine sur son application. *Les Affaires* ont un auditoire de 298 000 personnes par mois, au troisième rang parmi les magazines québécois⁴.

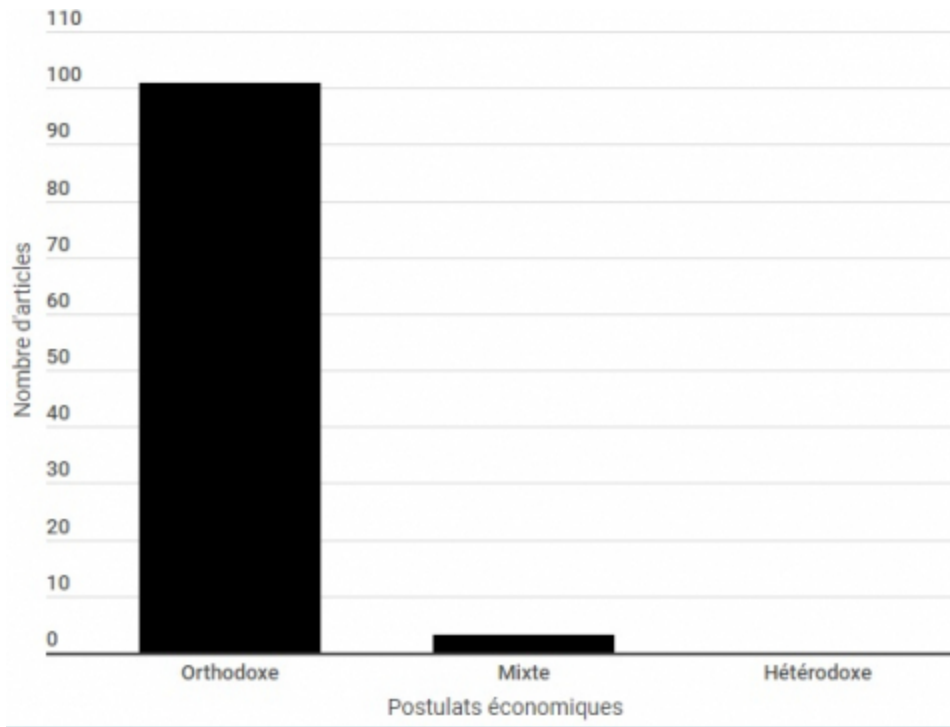
15 Ces trois médias sont donc représentatifs de l'écosystème médiatique québécois, car ils regroupent le radiodiffuseur public du pays, le plus grand quotidien (*La Presse*) et le troisième plus grand magazine du Québec (*Les Affaires*). Outre leur portée, ces médias sont les seuls à couvrir le domaine économique de façon systématique. Si d'autres salles de rédaction comme *Le Devoir* ou le *Journal de Montréal* (deux autres grands quotidiens d'information de Montréal) couvrent l'économie, *La Presse* a clairement la plus grande délégation de reporters économique (Castonguay, 2012).

16 Adaptée aux études médiatiques, l'analyse de contenu consiste à constituer un échantillon d'articles, de les lire et de les découper en unités d'analyse, c'est-à-dire de procéder au codage des informations contenues dans les documents (de Bonville, 2000). Dans une analyse qualitative, « le chercheur lit et parcourt les documents et repère les noyaux de sens, c'est-à-dire les plus petites unités de sens qui peuvent être tantôt une phrase, tantôt un groupe de phrases » (Bonneville *et al.*, 2007 : 194). Il faut coder son matériel en fonction de l'unité d'analyse ce qui fait émerger les catégories.

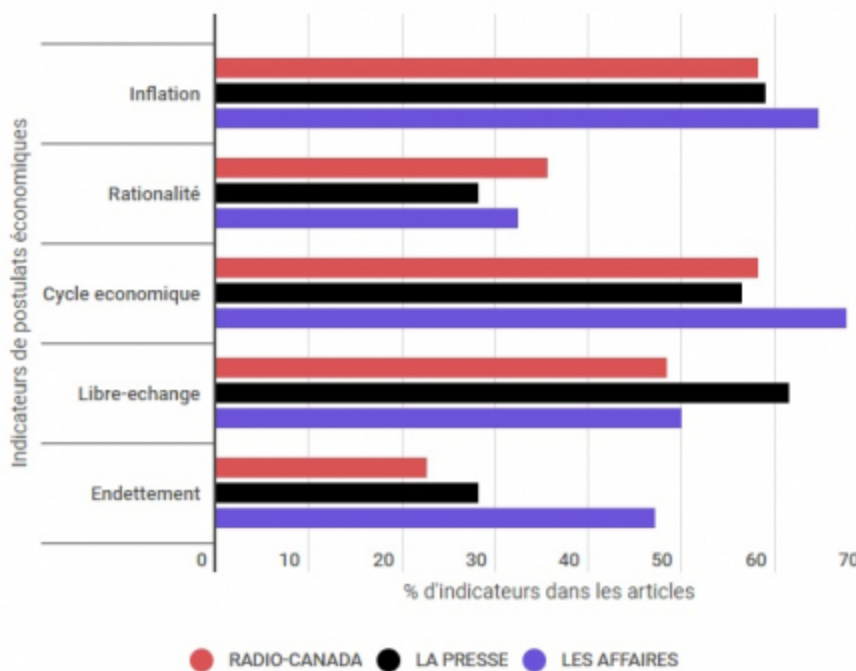
La domination des postulats orthodoxes

17 Nous avons formé trois catégories pour notre analyse de contenu, les articles véhiculant uniquement les postulats orthodoxes, ceux diffusant uniquement les postulats hétérodoxes et finalement ceux que nous appelons « mixtes », véhiculant à la fois les postulats orthodoxes et hétérodoxes. Nos résultats sont clairs : 101 articles sur 104 (97,12 %) diffusent au moins un postulat orthodoxe de l'économie sans le mettre en relation avec un postulat hétérodoxe. Trois articles sont mixtes et aucun n'est uniquement hétérodoxe. Le graphique 1 indique le codage des articles selon ces trois positions et le graphique 2 détaille la présence des indicateurs pour chaque média.

Graphique 1 - Présence des postulats économiques dans les articles selon trois catégories : orthodoxe, mixte et hétérodoxe



Graphique 2 - Pourcentage de la présence des indicateurs de postulats économiques orthodoxes pour chaque média



18 Commençons par détailler la présence de chacun de ces indicateurs : concrètement, comment se manifestent les postulats orthodoxes dans les articles ?

19 Quand apparaît l'indicateur inflation cela signifie que l'article postule que les variations du taux directeur de la banque centrale ont comme unique mission de venir impacter le taux d'inflation. L'inflation est un phénomène strictement monétaire : on combat l'inflation en montant le taux d'intérêt et on le stimule en le baissant. Le rôle principal et primordial de la banque centrale et de la politique monétaire serait de maîtriser le niveau d'inflation :

« Ses hausses du taux directeur sont [la Banque du Canada] son principal outil pour empêcher l'inflation de grimper trop haut » (*Radio-Canada*, 18 mai 2018).

« La Banque du Canada a dû augmenter à trois reprises son taux directeur. Le but : éviter une surchauffe de l'économie et contrôler l'inflation » (Diotte, *Les Affaires*, 1er mars 2018).

20 Plus radicalement, la politique monétaire a comme but général de freiner l'inflation :

« Mettre en œuvre la politique monétaire qui vise à contenir l'inflation » (*Radio-Canada*, 24 octobre 2018).

21 L'indicateur inflation est parfois interrelié avec celui de rationalité. Comme dans cet exemple où sont associés « montée de l'inflation » avec « ralentissement de la consommation » :

« Les banques centrales augmentent leur taux pour éviter un emballement de l'inflation. Si l'indice des prix monte à 3 %, 4 % ou 5 %, un ralentissement désordonné de l'économie pourrait survenir alors que les gens pourraient réduire ou reporter leurs achats » (*Radio-Canada*, 25 octobre 2018).

22 On le constate dans ce dernier cas, l'indicateur rationalité est présent quand les articles indiquent que les individus adapteraient leur comportement face aux variations du taux directeur ou de l'état général de l'économie :

« Les dépenses des ménages sont freinées par les taux d'intérêt plus élevés » (*Les - Affaires*, 11 juillet).

« Les consommateurs dépenseront moins, parce qu'ils seront freinés par l'augmentation des taux d'intérêt [...]. La banque prévoit que les ménages pourraient être incités à épargner davantage » (Baril, *La Presse*, 11 juillet 2018).

« Les dépenses des ménages sont freinées par les taux d'intérêt plus élevés et le resserrement des lignes directrices sur les prêts hypothécaires, peut-on lire dans le communiqué de la Banque du Canada » (*Radio-Canada*, 11 juillet).

23 L'indicateur rationalité est souvent lié à l'endettement. La hausse des taux d'intérêt force les consommateurs à moins utiliser le crédit :

« Dans un contexte de taux d'intérêt plus élevés et de forte croissance des revenus, il est cependant probable que les ménages aient moins recours au crédit pour financer leurs achats » (D'anjou, *Les Affaires*, 2 juin 2018).

24 Le gouverneur de la banque centrale Stephen Poloz suggère aux Canadiens à la fin octobre 2018 de se doter d'un plan pour planifier leurs dépenses. Les médias reprennent ce message :

« Stephen Poloz a même conseillé les Canadiens d'avoir un « plan » pour réduire leur endettement » (Germain, *Les Affaires*, 25 octobre).

25 La principale cause de l'endettement est l'immobilier :

« [L'évolution des prix de l'immobilier est] la principale cause de l'élévation du niveau d'endettement des ménages » (Vallières, *La Presse*, 13 mars).

26 Ce facteur s'explique simplement : les ménages, au cours de leur vie, veulent posséder des actifs comme « toute personne normale » :

« Ceux-ci [les Canadiens] en profitent [la croissance économique] pour acheter des actifs, ce qui est tout à fait normal à ce stade de leur vie » (Diotte, *Les Affaires*, 1er mars 2018).

27 Ils sont stimulés à s'endetter par la bonne tenue de l'économie :

« Les ménages canadiens continuaient, jusqu'à tout récemment, à augmenter rapidement leur endettement alors que l'environnement économique favorable ainsi que l'appréciation rapide de la valeur de leurs actifs les incitaient à dépenser plus que ce qu'ils gagnaient » (D'anjou, *Les Affaires*, 2 juin).

28 Les Canadiens doivent s'endetter pour profiter de la croissance économique depuis dix ans, car ce n'est pas avec un chèque de paie que l'on en profite, mais plutôt avec la spéculation boursière et l'investissement immobilier :

« Plusieurs Canadiens qui ont des actions ou des investissements dans le milieu immobilier ont profité de la reprise économique au cours de la dernière décennie ce qui n'est pas le cas des travailleurs qui ne dépendent que de leur chèque de paie » (*Radio-Canada*, 26 février).

29 L'économie fonctionne par cycle. En effet, la Banque du Canada baisse son taux d'intérêt pour stimuler l'économie et le relève pour mettre le couvercle sur la marmite :

« La première sous-gouverneure de la banque centrale, Carolyn Wilkins, a évoqué la décision de baisser les taux d'intérêt en 2015 afin de redonner vie à une économie en perte de vitesse » (*Radio-Canada*, 22 novembre).

30 Cependant, les tensions commerciales avec les États-Unis créent de l'incertitude et pourraient provoquer une crise économique (indicateur crise économique) :

« La Banque précise que les tensions politiques et commerciales sur la scène mondiale pourraient freiner la croissance de certaines économies » (*Radio-Canada*, 30 mai).

« L'institution reconnaît que l'incertitude élevée autour de cet accord commercial continuera de brider la croissance des investissements des entreprises » (Bergeron et Croteau, *La Presse*, 18 janvier).

31 À cet égard, le libre-échange est absolument nécessaire pour une économie comme le Canada et pour ses entreprises exportatrices (indicateur libre-échange) :

« Les tensions commerciales freineront les entreprises exportatrices » (Baril, *La Presse*, 11 juillet).

« Les tensions commerciales pèsent sur les investissements dans certains secteurs » (*Les Affaires*, 11 juillet).

32 Il faut protéger à tout prix les accords de libre-échange, parce qu'après tout, tout le monde est pour le commerce :

« Bien entendu, tout le monde ou presque au Canada est en faveur du libre-échange » (Normand, *Les Affaires*, 19 mai).

33 Face à l'incertitude provoquée par un tel conflit, la banque ne peut pas intervenir politiquement. Elle peut simplement prévoir et gérer les risques :

« Le gouverneur de la BdC, Stephen Poloz, a souvent répété que la politique monétaire était un processus de gestion des risques » (*Les Affaires*, 20 octobre).

34 Passons maintenant aux postulats hétérodoxes.

Présence des postulats hétérodoxes

35 Notre analyse a fait émerger trois postulats économiques critiques de l'économie néoclassique. Un article des *Affaires* sur l'endettement inclut une chercheuse de l'institut de recherche et d'informations socioéconomiques (IRIS), Julia Posca. Celle-ci énonce un point de vue marxiste sur le problème de l'endettement :

« Le problème, c'est que l'endettement des consommateurs soutient la croissance de l'économie. C'est comme si on n'avait pas tenu compte des leçons de la crise financière de 2008 », affirme celle qui estime que les institutions financières ne sont pas totalement neutres lorsqu'elles traitent de l'endettement, car elles font partie du problème » (Diotte, *Les Affaires*, 1er mars).

36 Ce postulat est hétérodoxe, car il rejette l'optimisme des économistes orthodoxes sur l'endettement comme phénomène bénéfique et normal. Il affirme plutôt que le crédit est le moteur de l'économie, postulat typiquement marxiste (Jappe, 2011). Un article de *La Presse* rapporte quant à lui une lettre signée par plusieurs intellectuels qui réclament un changement dans les objectifs de la Banque du Canada. Un professeur au département de science économique de l'Université d'Ottawa, Mario Seccaracia, émet un point de vue postkeynésien et régulationniste (Lavoie, 2004) sur la politique monétaire :

« Le plein-emploi est un objectif tout aussi désirable pour le Canada et il devrait faire partie du mandat de la banque centrale, propose le groupe de spécialistes » (Baril, *La Presse*, 29 mai).

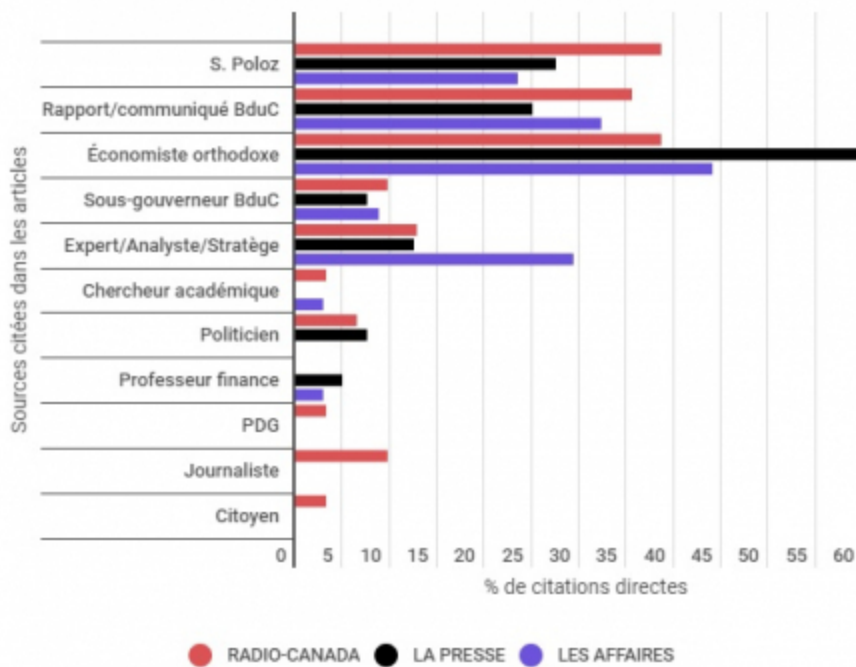
37 Cette proposition va à l'encontre du consensus néoclassique qui explique que la banque centrale ne devrait s'occuper que de gérer le taux d'intérêt. Dans une de ses analyses, le journaliste Gérald Fillion de *Radio-Canada* formule lui aussi un point de vue critique sur certains postulats de l'économie néoclassique : « Si l'ouverture des marchés a pu faire des gagnants et augmenter leurs niveaux de vie, un grand nombre de personnes ont souffert de la mondialisation, ont perdu leur emploi ou vivent des angoisses financières profondes » (- Fillion, *Radio-Canada*, 15 décembre 2017). Cette analyse contre le libre-échange et la mondialisation est critique sans par ailleurs appartenir à une école hétérodoxe en particulier. Plus tard dans l'article, l'auteur mentionne les travaux d'Alain Denault critique des paradis fiscaux et de Thomas Piketty économiste marxiste pourfendeur des inégalités⁵.

38 La prochaine partie de la présentation des résultats s'attardera davantage sur la différence entre les trois médias. Si la présence de chaque indicateur est très similaire dans tous les articles, il existe cependant quelques différences dans la couverture médiatique des trois médias.

Des sources non-diversifiées

39 Le graphique 3 analyse les sources citées dans les médias et le graphique 4 le nombre de sources présentes dans les textes. Prenons par exemple un article sur une annonce de la Banque du Canada (BdC dans le graphique) dans lequel sont inclus le gouverneur de la banque centrale (Stephen Poloz) et un économiste d'une banque privée. Dans ce cas, nous codions que le gouverneur et l'économiste avaient été cités et donc que l'article contient deux sources. Pour qu'une source soit citée, il faut lire dans l'article « dit cette source ».

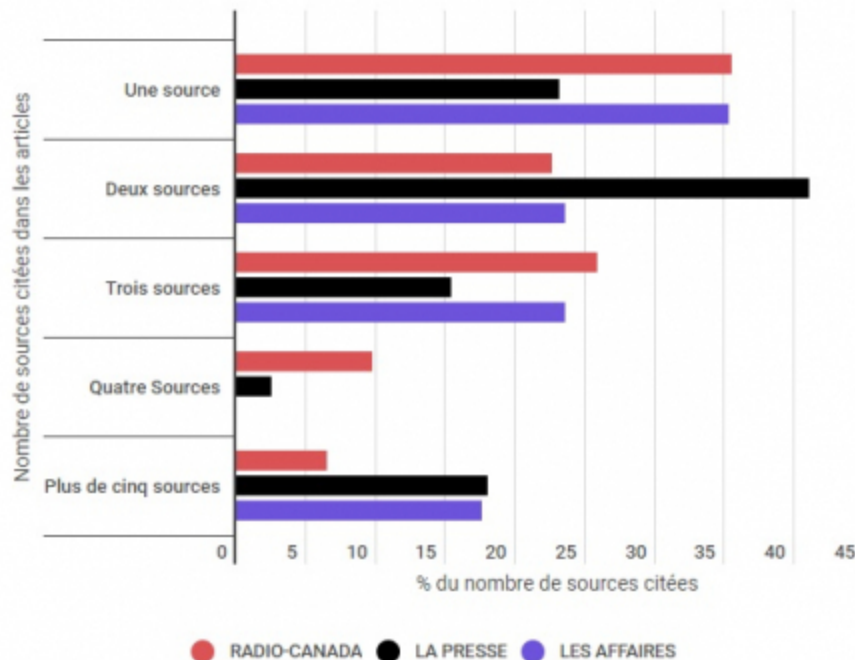
Graphique 3 - Sources citées dans les articles



40 *Radio-Canada* cite davantage Stephen Poloz et le rapport ou les communiqués de la banque centrale que les deux autres médias. Par contre, il incorpore plus de variétés de sources alors qu'il fait intervenir à quelques reprises des politiciens, des journalistes spécialisés en économie, une fois un PDG d'une grande compagnie et une fois un fermier (source citoyenne) pour commenter un rapport de la Banque du Canada sur la hausse du salaire minimum. Il est le média le plus généraliste alors qu'il cite beaucoup de sources sans faire intervenir souvent des spécialistes très pointus.

41 Au niveau du nombre de sources, *Radio-Canada* utilise le plus souvent une seule source (35,5 %). Ce chiffre est impressionnant considérant qu'il n'est jamais recommandé en journalisme de ne citer qu'une seule source (Martin-Lagardette, 2005). *La Presse* cite des économistes orthodoxes à une hauteur de 61 %. Il s'agit souvent des mêmes, c'est-à-dire les économistes en chef des grandes banques du pays. Oui, l'économie est un monde d'hommes, aucune femme économiste n'est citée dans le corpus. On ne retrouve aucune source citoyenne. En grande majorité, *La Presse* a recours à deux sources dans les articles (41 %) et il se démarque par plusieurs articles à plus de cinq sources (18 %). Dans ce dernier cas, il s'agit souvent d'une table ronde où un journaliste invite plusieurs économistes pour discuter d'un enjeu. Tout de même 23 % des articles n'utilisent qu'une source.

Graphique 4 - Nombre de sources citées dans les articles



- 42 Contrairement à *La Presse*, ce n'est pas des économistes que l'on retrouve dans les articles des *Affaires*, mais plutôt des « experts », c'est-à-dire des stratèges ou des analystes quantitatifs qui ont pour métier d'étudier la bourse ou les investisseurs institutionnels. En effet, deux fois plus d'experts sont cités dans *Les Affaires* que dans les deux autres médias (29 %). C'est le média où il y a le moins de sources citoyennes. Au niveau de la quantité de sources, un grand nombre d'articles de ce journal n'en contient qu'une seule (35 %). Ce sont souvent les articles qui font immédiatement suite à une annonce de la banque. Les autres articles ont majoritairement une ou deux sources (24 % pour les deux). Nous analyserons ces résultats dans le prochain chapitre.

Un véhicule pour la pensée néoclassique

- 43 Nos résultats confirment le constat effectué à de multiples reprises dans la littérature scientifique sur le journalisme économique depuis la crise de 2007-2008 : il y a un déclin ou du moins un problème dans le travail du journaliste économique. Nos résultats sont plus radicaux que ceux observés par Sophie Knowles en 2013. Dans son codage de la couverture médiatique de la crise économique de 2007-2008 qui révèle la domination des sources du monde de la finance, la chercheuse constate toutefois que les politiciens sont encore présents à une hauteur de 10 à 15 % et les citoyens à environ 5 % dans les textes (Knowles, 2013 : 248).
- 44 Anya Schiffrin en arrive à des résultats similaires dans son analyse de contenu de la couverture médiatique du plan de relance économique américain de 2009 : le public est encore présent à 5-10 % et les organisations non gouvernementales parfois même à 30 % (Schiffers et Robert, 2015 : 35). Notre analyse démontre que ces chiffres fondent à 4,8 % pour les politiciens et à 0,96 % pour les citoyens. Shaw a donc raison d'affirmer que le problème est plus important pour les journalistes couvrant la macroéconomie (la politique monétaire, par exemple) que la microéconomie (les consommateurs), secteur qui impose davantage un contact avec le public (Shaw, 2016 : 81). Knowles constate aussi que le public visé par les articles des journalistes économiques change des consommateurs dans la deuxième moitié du XXe siècle aux investisseurs au début du XXIe siècle. Celle-ci conclut que les articles sont désormais destinés aux investisseurs aux dépens d'un public non-

actionnaire et que dans l'ensemble, l'économie est présentée avec un cadre de réalité de plus en plus restreint (Knowles, 2013 : 301).

45 Les résultats de notre étude confirment ces affirmations en les radicalisant. Parce qu'ils invisibilisent des interprétations, parce qu'ils ne mobilisent pas de sources diversifiées, parce qu'ils sont trop près ou dépendants de sources du monde des affaires (surtout des économistes des grandes banques), les journalistes économiques québécois participent à la diffusion et à la légitimation de l'économie néoclassique. Ils ne servent donc pas l'intérêt public qui consisterait à proposer des visions alternatives de l'économie et à promouvoir des débats sur des enjeux publics. Frédéric Lebaron avait déjà émis cette hypothèse lorsqu'il affirmait que l'économie orthodoxe a besoin d'institutions dominantes comme des grandes écoles et des instituts de recherche pour se légitimer, mais aussi de visibilité dans les médias pour se propager plus efficacement dans le grand public (Lebaron, 2000 : 169).

46 Notre étude révèle également qu'il n'existe pas de différences marquées entre la couverture économique du journalisme radiophonique ou de presse écrite. La proportion de postulats néoclassiques est à peu près la même pour les trois médias, excluant *Les Affaires* où l'indicateur endettement est un peu plus présent (20 % de plus). Les sources sont légèrement plus diversifiées chez *Radio-Canada*, mais ce facteur s'explique beaucoup plus par la structure économique du média (public), qui impose une plus grande diversité pour rejoindre toutes les couches de la population (autant les agriculteurs du Manitoba que les artistes montréalais que les autochtones du Nunavut, par exemple), que par son type de diffusion (radiodiffusion) (Francœur, 2011). Mais il ne faudrait pas exagérer cette caractéristique : même les médias publics, auparavant protégés du marché, sont aujourd'hui rejoints pas les impératifs de commercialisation et de marchandisation, autant de leur contenu, de leur audience et même de leur salarié (Mosco, 2009).

47 En effet, à l'heure de la convergence, de la concentration des entreprises de presse et de la compression des salles de rédaction, les caractéristiques propres aux types de journalisme (radio, télévision, écrit) s'estompent au profit d'un journaliste web, généraliste, précaire et travaillant sur tous les formats (Francœur, 2011). Les journalistes économiques québécois travaillant dans les médias grands publics se côtoient, utilisent les mêmes sources, font affaire avec les mêmes relationnistes, ont sensiblement la même éducation et travaillent sur les mêmes sujets : leur couverture se ressemble énormément (Lamoureux, 2019). Les seules différences qui persistent entre eux sont d'ordres techniques : le journaliste radiophonique va par exemple insister pour que sa source parle de manière fluide et utilise un français clair (un enjeu important au Canada anglais) tandis que le journaliste de presse écrite va davantage chercher des citations concises et punchées (Lamoureux, 2019). Mais la vision de l'économie, de la collecte de l'information, de la relation avec les sources et de la construction du reportage reste la même.

48 Ces résultats font écho à ceux de Schifferes et Coulter qui ont également démontré certaines lacunes dans la couverture médiatique de la crise financière de 2007-2008 par BBC : le ton est souvent alarmiste et les reportages sont largement orientés vers les actions d'un petit groupe de sources puissantes comme les grandes banques (Schifferes et Coulter, 2013 : 14).

Conclusions et limites de la recherche

49 En réponse à la sous-question de recherche « quels postulats économiques sont mis de l'avant dans les articles traitant des communications de la Banque du Canada ? », nous répondons à 97 % des postulats orthodoxes sur le fait que l'inflation est un phénomène monétaire, que les individus sont hyperrationnels, qu'une crise économique vient de chocs

externes, que le libre-échange est nécessaire et que l'endettement est un outil pour mieux répartir ses dépenses.

50 La diffusion à répétition de postulats néoclassiques dans l'espace public a un effet certain. « Une fois le processus enclenché, une fois la « croyance économique » stabilisée, alors la théorie devient “vraie” » (Steiner, 2011 : 105). Le danger est oui le déclin du débat démocratique qui requiert le choc des idées divergentes, mais aussi la consolidation d'une théorie qui légitime le capitalisme. À l'heure où le changement climatique, mais aussi les crises économiques et la montée des inégalités exigent une révision de nos modèles économiques basés sur la croissance et l'extractivisme, il est impératif d'entendre un autre discours dans l'espace public que celui qui répète que l'endettement et l'achat de nouvelles marchandises sont des phénomènes parfaitement normaux et des passages obligés pour tout jeune adulte.

51 Les journalistes ne sont pas idiots. Ils ne participent pas à ce processus parce qu'ils sont des marionnettes au service du grand capital. Pour Tambini (2010), plusieurs causes structurelles mettent des bâtons dans les roues des journalistes économiques. Les nouvelles technologies de l'information et de la communication ont accentué la vitesse de publication, le monde de la finance est de plus en plus complexe et les reporters manquent de formation pour le suivre, la croissance de l'industrie des relations publiques complexifie l'accès aux sources, les patrons n'encouragent pas les reportages sur des sujets jugés trop complexes et pas assez vendeurs et les compagnies menacent de poursuivre les journalistes en justice si ces derniers n'entrent pas dans le rang. Tous ces facteurs mériteraient d'être approfondis dans des études ultérieures avec d'autres méthodes de recherche comme des entrevues semi-dirigées ou des ethnographies dans des salles de rédaction.

52 Notre texte avait pour but d'interroger la mission et le rôle des journalistes économiques face à l'intérêt public en analysant leur couverture des communications de la Banque du Canada. De manière plus large, notre objectif était de comprendre comment les journalistes, autant radiophoniques que de presse écrite, diffusent et légitiment la vision de l'économie mise de l'avant par les institutions dominantes. Notre démarche est originale : il existe très peu de recherches sur le journalisme économique au Québec. La Banque du Canada est également un sujet ignoré par les études en communication. Nous avons marché dans certains terrains vierges, tout en nous inspirant d'une riche littérature sur le travail du journalisme économique produite dans le monde anglo-saxon depuis la crise économique de 2007-2008.

53 Nous n'avons analysé que trois médias québécois grands publics, alors qu'il en existe une dizaine. Il est possible de se demander si l'ajout d'un autre média aurait pu modifier nos résultats. Nous ne pensons pas que ce soit le cas. Nos trois médias sont représentatifs de l'écosystème médiatique québécois : ils regroupent un média public, un privé, un ancien privé maintenant sans but lucratif, ainsi qu'un magazine, un journal et un radiodiffuseur. D'autres études ayant analysé la couverture économique d'autres journaux québécois (*Le Devoir*, *le Journal de Montréal*) sont parvenues à la conclusion que la couverture était similaire entre les publications (Dumont-Blanchet, 2012). Une analyse des médias alternatifs avec un auditoire plus faible (par exemple les revues *Relations* et *À Bâbord !*, le journal *Le Mouton Noir*, la radio *CKRL*) permettrait peut-être de retrouver des postulats plus critiques de l'économie.

Bibliographie

BECKER Gary, « The economic way of looking at life », *Journal of Political Economy*, vol. 101, n° 3, 1993.

BÉNICOURT Emmanuelle et GUERRIEN Bernard, *La Théorie économique néoclassique : microéconomie, macroéconomie et théorie des jeux*, Paris : La Découverte, 2008.

DOI : 10.3917/dec.guerr.2008.01

BONNEVILLE Luc *et al.*, *Introduction aux méthodes de recherche en communication*, Montréal : Édition Gaëtan Morin, 2007.

BROUSTAU Nadège, *Les Médias et les journalistes, interprètes de la société*, Québec : Presses de l'Université du Québec, 2018.

BROUSTAU Nadège et FRANÇEUR Chantal (dir.), *Relations publiques et journalisme à l'ère numérique : dynamiques de collaboration, de conflit et de consentement*, Québec : Presses de l'Université du Québec, 2017.

BUTTERICK K.J., *Churnalism, Complacency and Collusion: a critical Introduction to Business and Financial Journalism*, Londres : Pluto Press, 2015.

CASTONGUAY Alec, « L'économie, plus qu'une guerre de chiffres », *Le Trente*, Vol. 36, n° 2, printemps 2012.

DE BONVILLE Jean, *L'Analyse de contenu des médias. De la problématique au traitement statistique*, Paris : De Boeck Université, 2000.

DOI : 10.3917/dbu.bonvi.2006.01

DUMONT-BLANCHET Alexis, « Comment les médias ont analysé les propositions politiques et économiques pour surmonter la crise économique 2008-2009 : le cas de trois quotidiens montréalais », *Journal de Montréal, La Presse et Le Devoir*, Mémoire de maîtrise, Montréal : Université du Québec à Montréal, 2012.

FOURCADE Marion, « The construction of a global profession: the transnationalization of economics », *American journal of sociology*, 2006, 112(1), pp. 145-194.

DOI : 10.1086/502693

FRANÇEUR Chantal, « Choc des cultures, contre-discours et adaptation : l'intégration, le régime de vérité radio-canadien », Thèse de doctorat, Montréal : Université Concordia, 2011. Spectrum, archive de publication électronique de l'Université Concordia <http://spectrum.library.concordia.ca/7279/>

JAPPE Anselm, *Crédit à mort : la décomposition du capitalisme et ses critiques*, Paris : Lignes, 2011.

DOI : 10.3917/lignes.030.0025

HAYES Keith, *Business Journalism: How to Report on Business and Economics*, New York : Apress, 2014.

DOI : 10.1007/978-1-4302-6350-0

INFOPRESSE, « Lectorat des quotidiens : le Journal de Montréal toujours au sommet », *Infopresse* : 18 octobre 2018.

KNOWLES Sophie, « *Financial journalism through financial crises: The reporting of three boom and bust periods* », Doctoral dissertation, Murdoch University : 2013.

KNOWLES Sophie, PHILLIPS Gail et LIDBERG Johan, « Reporting the global financial crisis: a longitudinal tri-nation study of mainstream financial journalism », *Journalism Studies*, 2017, 18(3), pp. 322-340.

LAMOUREUX Samuel, « Exploration de la couverture médiatique des communications de la Banque du Canada par les journalistes économiques québécois : diffusion et légitimation de l'économie néoclassique », Mémoire de maîtrise, Montréal : Université du Québec à Montréal, 2019.

LAVOIE Marc, *L'Économie postkeynésienne*, Paris : La Découverte, 2004.

DOI : 10.3917/dec.lavoi.2004.01

LEBARON Frédéric, *La Croyance économique : les économistes entre science et politique*, Paris : Le Seuil, 2000.

LEBARON Frédéric, « La formation des économistes et l'ordre symbolique marchand », in STEINER Philippe et VATIN François (dir.), *Traité de sociologie économique*, Paris : PUF, 2013, pp. 239-280.

DOI : 10.3917/puf.stein.2013.01.0239

LEE Micky, « A review of communication scholarship on the financial markets and the financial media », *International Journal of Communication*, 2014, 8, pp. 715-736.

MARTELLINI Catherine, « Lectorat des magazines : Magazine CAA-Québec se hisse au premier rang », *Infopresse*, 19 octobre 2018.

MOSCO Vincent, *The Political Economy of Communication: Rethinking and Renewal*, Londres : Sage, 2009.

DOI : 10.4135/9781446279946

ORLÉAN André, *L'Empire de la valeur : refonder l'économie*, Paris : Le Seuil, 2011.

PARSONS Wayne, *The Power of the Financial Press: Journalism and Economic Opinion in Britain and America*, New Brunswick : Rutgers University, 1989.

SCHIFFERES Steve et COULTER Stephen, « Downloading disaster: BBC news online coverage of the global financial crisis », *Journalism*, 2013, 14 (2), pp. 228-252.

DOI : 10.1177/1464884912460171

SCHIFFERES Steve et ROBERTS Richard (dir.), *The Media and Financial Crises: Comparative and Historical Perspectives*, Londres/New York : Routledge, 2015.

DOI : 10.4324/9781315754574

SCHIFFRIN Anya (dir.), *Bad News: How America's Business Press Missed the Story of the Century*, New York : The New Press, 2011.

SCIALOM Laurence, *Économie bancaire*, Paris : La Découverte, 2013.

DOI : 10.3917/dec.scial.2013.01

SHAW I.S., *Business Journalism: a Critical Political Economy Approach*, Londres/New York : Routledge, 2016.

DOI : 10.4324/9781315761862

STEINER Philippe, *La Sociologie économique*, Paris : La Découverte, 2011.

DOI : 10.3917/dec.stein.2011.01

TAMBINI Damien, « What are financial journalists for? », *Journalism Studies*, 2010, 11(2), pp. 158-174.

DOI : 10.1080/14616700903378661

VALLET Stéphanie, « Record d'écoute pour ici Radio-Canada première », *La Presse*, 9 mars 2017.

Note de fin

1 Quand un journaliste est un *cheerleader* (ou *pom-pom girls*), il exagère l'état positif de l'économie, stimule les bulles spéculatives et encourage les gens à investir. Quand il est un *doom-monger* (cassandres), il s'acharne sur l'état négatif de l'économie et participe à prolonger les crises.

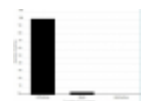
2 Il est possible de consulter les normes et pratiques journalistiques de *Radio-Canada* ici <http://www.cbc.radio-canada.ca/fr/rendre-des-comptes-aux-canadiens/lois-et-politiques/programmation/journalistique/>

3 L'offre de monnaie est exogène quand elle dépend exclusivement d'une action délibérée de la banque centrale et non de facteur social ou politique (Lavoie, 2004).

4 Chez les quotidiens québécois, la version numérique de *La Presse* est la plus lue hebdomadairement (1 040 000), suivi par le *Journal de Montréal* (750 000) et *Le Devoir* (324 000). *Le Journal de Montréal* domine par contre hebdomadairement chez les quotidiens imprimés (1 586 000). Chez les radios, la station de Cogeco 98.5 domine avec 20,7 % de part de marché, contre 15,8 % pour *Rythme FM* et 14,1 % pour *Radio-Canada*. Chez les magazines, le magazine de cuisine *Ricardo* est au premier rang de la portée numérique mensuelle avec 709 000 lecteurs, suivi par *l'Actualité* (302 000) et *Les Affaires* (298 000) (Martellini, 2018 ; Infopresse, 2018 ; Vallet, 2017).

5 Voir Deneault A., *Paradis fiscaux : la filière canadienne*, Montréal : Les Éditions Écosociété, 2014 et Piketty T., *Le Capital au XXIe siècle*, Paris : Le Seuil, 2013.

Table des illustrations

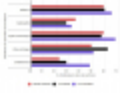

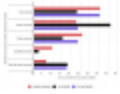


Titre

Graphique 1 - Présence des postulats économiques dans les articles selon trois catégories : orthodoxe, mixte et hétérodoxe

URL

<http://journals.openedition.org/radiomorphoses/docannexe/image/1599/img-1.jpg>

| | | |
|---|----------------|---|
|  | Fichier | image/jpeg, 34k |
| | Titre | Graphique 2 - Pourcentage de la présence des indicateurs de postulats économiques orthodoxes pour chaque média |
| | URL | http://journals.openedition.org/radiomorphoses/docannexe/image/1599/img-2.jpg |
|  | Fichier | image/jpeg, 60k |
| | Titre | Graphique 3 - Sources citées dans les articles |
| | URL | http://journals.openedition.org/radiomorphoses/docannexe/image/1599/img-3.jpg |
|  | Fichier | image/jpeg, 62k |
| | Titre | Graphique 4 - Nombre de sources citées dans les articles |
| | URL | http://journals.openedition.org/radiomorphoses/docannexe/image/1599/img-4.jpg |
| | Fichier | image/jpeg, 56k |

Pour citer cet article

Référence électronique

Samuel Lamoureux, « Servir l'intérêt public ou l'orthodoxie économique ? Analyse comparative de la couverture médiatique des communications de la Banque du Canada », *RadioMorphoses* [En ligne], 5-6 | 2021, mis en ligne le 01 novembre 2021, consulté le 16 janvier 2024. URL : <http://journals.openedition.org/radiomorphoses/1599> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/radiomorphoses.1599>

Cet article est cité par

- Stroink, Devin. (2022) Radio and Audio in 2021. *Journal of Radio & Audio Media*, 29. DOI: 10.1080/19376529.2022.2123532
- Lamoureux, Samuel. (2020) Politiser l'économie : comment la théorie du capital comme pouvoir peut repenser la couverture journalistique de la Banque du Canada. *Nouvelles perspectives en sciences sociales*, 15. DOI: 10.7202/1071315ar

Auteur

Samuel Lamoureux

Candidat au doctorat en communication à l'Université du Québec à Montréal (UQAM), au Canada. lamoureux.samuel[at]courrier.uqam.ca

Droits d'auteur

Le texte et les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés), sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.